

DÉPARTEMENT
CHARENTE-MARITIME
ARRONDISSEMENT
LA ROCHELLE
COMMUNE
SAINT-CHRISTOPHE

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL VALANT PROCÈS-VERBAL**

SÉANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le douze novembre à dix-neuf heures et trente minutes, s'est réuni en session ordinaire, en mairie, le Conseil municipal de la commune de Saint-Christophe, légalement convoqué, sous la présidence de Monsieur Philippe CHABRIER, Maire.

| | | | |
|--------------------------------|--------------|-------------|-----------|
| Conseillers en exercice | | | 15 |
| Quorum | | | 8 |
| Présents | | | 13 |
| M. CHABRIER | M. LAVALADE | Mme ZELMAR | |
| M. PAILLOU | Mme GROS | Mme GRENON | |
| Mme SIMONNEAU | Mme DILLERIN | M. PLANCHET | |
| Mme BOURG | M. GERVAIS | M. GAUTHIER | |
| M. BESSON | | | |

| | | |
|-------------------------------------|-------------|------------|
| Absents excusés | | 2 |
| Mme GROS | M. BOURDEAU | |
| Suffrages exprimés | | 13 |
| Public | | 0 |
| Secrétaire de séance | | Mme ZELMAR |
| Convocation | | 5/11/2025 |
| Affichage de l'avis | | 5/11/2025 |
| Publication du procès-verbal | | /12/2025 |

Ordre du jour

- Approbation du procès-verbal de la séance du 24 septembre 2025 ;
- Admission en non-valeur d'une créance en taxe d'urbanisme ;
- Adhésion au contrat groupe assurance santé MNT ;
- Approbation du rapport annuel de la SPL ;
- Autorisation d'acquisition de parcelles A 36 et A 1044;
- Modification des tarifs municipaux ;
- Approbation de l'avenant n° 30 relatif à la convention d'entretien de la zone économique de Croix Fort ;
- Décisions du Maire prises en vertu des délégations consenties par le Conseil Municipal ;
- Informations diverses.

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 24 SEPTEMBRE 2025

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal approuve le PV d'une séance au début de la séance suivante. Puis, le Maire et le secrétaire de séance visent le PV pour publication.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver le PV de la séance du 24 septembre 2025.

Après délibération et vote, le Conseil municipal de la commune de Saint-Christophe, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide d'approuver le procès-verbal de la séance du 24 septembre 2025.

DÉLIBÉRATION 2025-051 PORTANT ADHÉSION À LA CONVENTION DE PARTICIPATION PROPOSÉE PAR LE CDG17 EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE POUR LE RISQUE SANTÉ

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal qu'à partir du 1^{er} janvier 2026, les employeurs publics doivent participer à hauteur de 15 euros bruts minimum par agent et par mois, pour la santé de leurs agents. Si la participation employeur est supérieure au montant de la cotisation, la participation se limitera alors au montant de la cotisation.

Les agents quant à eux, ne sont pas obligés de prendre une mutuelle au 1^{er} janvier 2026.

Toutefois, ils ne bénéficieront de la participation employeur qu'en cas d'adhésion au dispositif retenu par l'employeur.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal d'approuver l'adhésion à la convention de participation du CDG en santé.

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des assurances ;

Vue les codes de la mutualité et de la sécurité sociale ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Centre de gestion de la Charente-Maritime n°DEL-2025-07/n°04 du 8 juillet 2025 attribuant la convention de participation à MNT/RELYENS ;

Vu la convention de participation et son contrat collectif d'assurance signée entre le CDG17 et MNT/RELYENS ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 5 mars 2025 portant autorisation de mandat et lancement de la procédure de convention de participation relatifs à la protection sociale complémentaire – risque santé – avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime

Considérant qu'à l'issue de la procédure de mise en concurrence, le contrat a été attribué au groupement Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) / RELYENS.

Considérant que la convention de participation prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2026 pour une durée maximale de 6 ans (jusqu'au 31/12/2031), prorogeable 1 an pour motif d'intérêt général.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

D É C I D E

ARTICLE PREMIER

La Commune décide d'adhérer à la convention de participation et à son contrat collectif d'assurance souscrit par le CDG17 auprès du groupement MNT/Relyens, pour le risque santé, à effet du 1^{er} janvier 2026 ;

ARTICLE 2

La Commune décide d'accorder exclusivement une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité ayant adhéré au contrat attaché à ladite convention de participation portant sur le risque santé ;

ARTICLE 3

La Commune décide de fixer le niveau de participation mensuelle brute, dans la limite de la cotisation versée par l'agent, comme suit : 15 euros par agent et par mois ;

ARTICLE 4

Le Conseil municipal autorise le Maire à signer tous les documents utiles à l'adhésion à la convention de participation et à son exécution ;

ARTICLE 5

Les crédits annuels nécessaires seront inscrits au budget.

**DÉLIBÉRATION 2025-052 PORTANT APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL
PRÉSENTÉ PAR LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE CHARENTE MARITIME
DÉVELOPPEMENT**

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que la commune a signé une convention de mandat avec la Société Publique Locale Charente-Maritime (SPL) approuvée en Conseil municipal le 7 mai 2024 concernant les travaux de rénovation de la toiture de l'église et de l'aménagement d'une salle associative.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal d'approuver le rapport annuel 2024 présenté par la SPL.

Le Conseil municipal de la commune de Saint-Christophe, après délibération et vote au scrutin ordinaire à main levée, à l'unanimité des suffrages exprimés,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 1524-5 ;

Vu le rapport d'activité 2024 de la Société Publique Locale Charente-Maritime,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

D É C I D E

ARTICLE UNIQUE

La commune approuve le compte rendu annuel arrêté au 31/12/2024 présenté par la Société Publique Locale Charente Maritime Développement.

**ANNEXE : COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITE LOCALE ARRÊTÉ AU
31/12/2024**



RAPPORT ANNUEL DU MANDATAIRE

Exercice 2024

Contexte :

Conformément à l'article L. 1524-5¹ du Code général des collectivités territoriales (CGCT), un rapport est présenté devant vos organes délibérants par les membres *du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de l'assemblée spéciale* de la société représentant la collectivité ou le groupement actionnaire au sein de la société CHARENTE-MARITIME DEVELOPPEMENT.

Ce rapport a pour objectif de donner aux membres de l'organe délibérant une information complète sur l'entreprise, de nature à assurer la transparence de son fonctionnement et permettre son contrôle.

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| I. Présentation de l'Epl | 3 |
| I.1 - Informations générales..... | 3 |
| I.2 - Objet social – Domaines d'activité | 3 |
| I.3 - Répartition du capital social | 4 |
| I.4 - La gouvernance..... | 4 |
| II. Principales activités, opérations de l'année écoulée et situation financière de l'Epl | 9 |
| II.1 - Principales activités et opérations de l'année | 9 |
| II.2 - Situation financière de l'Epl..... | 9 |
| II.3 - Présentation du chiffre d'affaires | 11 |
| a - Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité..... | 11 |
| b - Répartition du chiffre d'affaires par catégorie de clients..... | 11 |
| II.4 - Perspectives de développement..... | 13 |
| III. Etat des relations entre la collectivité ou le groupement actionnaire et l'Epl | 14 |
| *montant prévisionnel de rémunération sur l'ensemble de l'opération | 14 |
| IV. Evolutions statutaires et de l'actionnariat intervenues dans l'année | 15 |
| IV.1 - Evolutions statutaires..... | 15 |
| a - Historique des 5 dernières années..... | 15 |
| IV.2 - Evolutions de l'actionnariat..... | 15 |
| a - Composition de l'actionnariat..... | 15 |
| V. Bilan de gouvernance | 15 |
| V.1 - Réunions du conseil d'administration..... | 15 |
| V.2 - Réunions de l'assemblée spéciale | 16 |
| V.3 - Réunions de l'assemblée générale | 16 |
| V.4 - Informations sur la rémunération des représentants de la collectivité ou du groupement actionnaire, mandataires sociaux..... | 17 |
| - Rémunération des Administrateurs | 17 |
| - Rémunération du Président..... | 17 |
| - Rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués | 17 |
| V.5 - Principaux risques et contrôles dont fait l'objet la société | 17 |
| a - Principaux risques et incertitudes | 17 |
| b - Contrôle interne | 17 |
| c - Contrôles externes..... | 18 |
| V.6 - Contrôle analogue | 18 |

I. PRESENTATION DE L'EPL

I.1 - Informations générales

| | |
|--|---|
| Dénomination | CHARENTE-MARITIME DEVELOPPEMENT |
| Date de création | 2023 |
| Adresse du siège social | 85 Boulevard de la République 17000 LA ROCHELLE |
| Organisation de la gouvernance | Société à conseil d'administration |
| Nom du Président du conseil d'administration / PDG | Sylvie MERCIER |
| Directeur général délégué | Patrice ACQUIER |
| Nombre de salariés | 25 |

I.2 - Objet social – Domaines d'activité

Objet social :

Agissant exclusivement pour le compte de tout ou partie des Collectivités Territoriales, la Société a pour objet d'apporter aux territoires de Charente-Maritime, une offre globale de services de qualité, de proximité et de rapidité en termes :

- d'aménagement
- d'urbanisme et d'environnement
- de développement économique, touristique et de loisirs
- d'accompagnement dans l'innovation et la transition énergétique

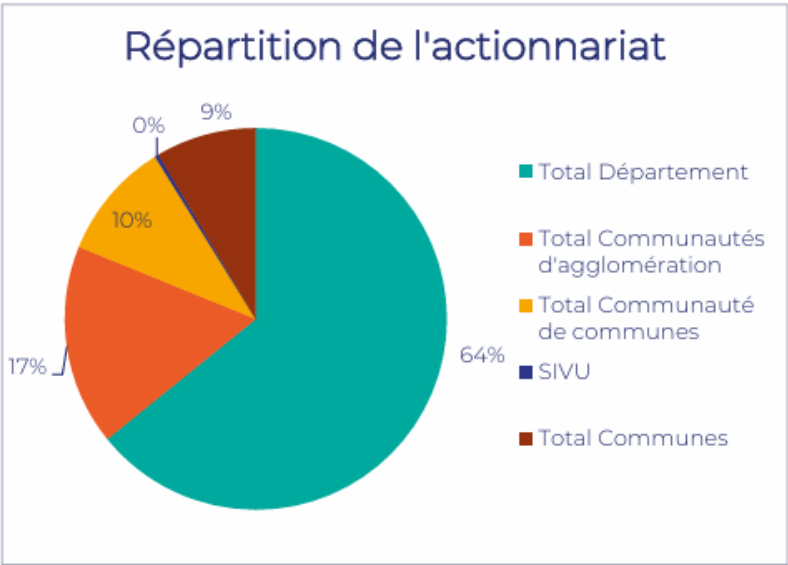
Dans ces domaines, la Société pourra :

- réaliser toute étude, analyse et schéma directeur pour assister la définition de la stratégie de développement territorial
- réaliser toute opération d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme, de construction, de rénovation d'équipements, de tout immeuble, local ou ouvrage
- acquérir tout immeuble, droit réel ou terrain en vue notamment de la constitution de réserve foncière
- assurer des missions d'information, de promotion, d'animation, de recherche et de formation

Et, plus généralement, la Société pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières ou immobilières, présentant un intérêt général pour les Collectivités Territoriales, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

I.3 - Répartition du capital social

| | |
|-----------------------------------|--------|
| Total Département | 64,17% |
| Total Communautés d'agglomération | 17,00% |
| Total Communauté de communes | 10,00% |
| SIVU | 0,33% |
| Total Communes | 8,50% |



I.4 - La gouvernance

▪ Composition du conseil d'administration

| Administrateurs | Représentants Permanents | Date de désignation | Mandat venant à expiration AGO statuant |
|---|-----------------------------|------------------------|--|
| Département de la Charente- Maritime | | | |
| | Sylvie Mercier | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| | Caroline ALOE | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| | Loïc GIRARD | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| | Gérard PONS | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| | Patrice RAFFARIN | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| | Alexandre SCHNEIDER | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| | Stéphane VILLAIN | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| | David BAUDON | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| | Jean-Luc MARCHAIS | 17.01.2025 | exercice 2028/AG 2029 |
| | Brigitte DESVEAUX | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| | Jacky BOTTON | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| Communauté d'Agglomération | | | |
| CdA Saintes | Bruno DRAPRON | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| CdA La Rochelle | Jean-Pierre NIVET | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| CdA Rochefort Océan | Hervé BLANCHE | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| Communauté de Communes (AS) | | | |
| CdC Aunis Atlantique | François VENDITTOZZI | 16.04.2025 | exercice 2027 |
| CdC Cœur de Saintonge | | 21.02.2023 | |
| CdC Gémozac et de la Saintonge viticole | | 21.02.2023 | |
| CdC Ile d'Oléron | Michel PARENT | 16.04.2025 | exercice 2027 |
| CdC Vals de Saintonge | | 21.02.2023 | |
| Communes (AS) | | | |
| Commune Les Gonds | Laurence DEBORDES | 16.04.2025 | exercice 2027/ |
| Commune Saint-Jean d'Angely | Cyril CHAPPET | 16.04.2025 | exercice 2027 |
| | | | |
| Présidente Directrice Générale | Sylvie MERCIER | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| Vice-Président du Conseil d'Administration | Alexandre SCHNEIDER | 21.02.2023 | exercice 2028/AG 2029 |
| | | | |
| Commissaires aux comptes | Aurélien DESROCHES | 20.01.2023 | exercice 2028/AG 2029 |

■ Composition de l'assemblée spéciale

| | Représentants AG | Représentants AS | Montant parts sociales | % parts sociales |
|---|-------------------------|----------------------------|---------------------------|------------------------|
| Communauté de Communes | | | 30 000,00 € | 10,00% |
| CdC Aunis Atlantique | François VENDITTOZZI | François VENDITTOZZI | 5 000,00 € | 1,67% |
| CdC Aunis Sud | Christelle GRASSO | Didier BARREAU | 5 000,00 € | 1,67% |
| CdC Cœur de Saintonge | Sylvain BARREAU | Sylvain BARREAU | 5 000,00 € | 1,67% |
| CdC Gémézac et de la Saintonge viticole | Pascal LAVERGNE | Pascal LAVERGNE | 5 000,00 € | 1,67% |
| CdC Ile d'Oléron | Michel PARENT | Michel PARENT | 5 000,00 € | 1,67% |
| CdC Vals de Saintonge | Michel PELLETIER | Michel PELLETIER | 5 000,00 € | 1,67% |
| SIVU | | | 1 000,00 € | 0,33% |
| FERRIERES | Alain FONTANAUD | Alain FONTANAUD | 1 000,00 € | 0,33% |
| Communes | | | 25 500,00 € | 8,50% |
| AIGREFEUILLE-D'AUNIS | Gilles GAY | Joël LALOYAU | 300,00 € | 0,10% |
| ANGLIERS | Didier TAUPIN | Didier TAUPIN | 300,00 € | 0,10% |
| ANGOULINS | Jean-Pierre NIVET | Jean-Pierre NIVET | 300,00 € | 0,10% |
| AYTRE | Jonathan COULANDREAU | Pierre CUCHET | 300,00 € | 0,10% |
| BALANZAC | Bernard COMPAN | Bernard COMPAN | 300,00 € | 0,10% |
| BEURLAY | Gérard GANDAUER | Gérard GANDAUER | 300,00 € | 0,10% |
| BOSCAMNANT | Pierre BORDE | Pierre BORDE | 300,00 € | 0,10% |
| BREUILLET | Marie-Noëlle GROCH | Philippe SAINCOTILLE | 300,00 € | 0,10% |
| BURIE | Jean-Paul ROULLIN | Jean-Paul ROULLIN | 300,00 € | 0,10% |
| CERCOUX | Jeanne BLANC | Jeanne BLANC | 300,00 € | 0,10% |
| CHARRON | Martine BOUTET | Martine BOUTET | 300,00 € | 0,10% |
| CHATELAILLON-PLAGE | Régis LEBAS | Régis LEBAS | 300,00 € | 0,10% |
| CHEPNIERS | Thierry CLEMENCEAU | Thierry CLEMENCEAU | 300,00 € | 0,10% |
| CHERMIGNAC | Jean-Michel ROUGER | Daniel MOULON | 300,00 € | 0,10% |
| CLAVETTE | Jean-Jacques SNOEK | Aurélien DOUVILLE PINHO | 300,00 € | 0,10% |
| CLERAC | Michel QUOD | Marc VAREILLE | 300,00 € | 0,10% |
| ESNANDES | Didier GESLIN | Clémence DUNAIS | 300,00 € | 0,10% |
| FERRIERES-D'AUNIS | Alexandre JOUSSEMET | Alexandre JOUSSEMET | 300,00 € | 0,10% |
| FONTCOUVERTE | Francis GRELLIER | Francis GRELLIER | 300,00 € | 0,10% |
| FOURAS-LES-BAINS | Florence CHARTIER-LOMAN | Florence CHARTIER-LOMAN | 300,00 € | 0,10% |
| GEMOZAC | Loïc GIRARD | Loïc GIRARD | 300,00 € | 0,10% |
| LAGORD | Joëlle LAGIER-CURRAT | André TURCOT | 300,00 € | 0,10% |
| LA CLISSE | Joseph-Daniel de Miniac | Joseph-Daniel de Miniac | 300,00 € | 0,10% |
| LA FLOTTE | Jean-Paul HERAUDEAU | Roger ZELIE | 300,00 € | 0,10% |
| LA JARNE | Jean-Louis TERRADE | Jean-Louis TERRADE | 300,00 € | 0,10% |
| LA JARRIE | Dominique JAMARD | Dominique JAMARD | 300,00 € | 0,10% |
| LA ROCHELLE | Dominique GUEGO | Dominique GUEGO | 300,00 € | 0,10% |
| LE BOIS-PLAGE-EN-RE | Judicaël PIGNON | Judicaël PIGNON | 300,00 € | 0,10% |
| LE FOUILLOUX | Guy MAGUET | Guy MAGUET | 300,00 € | 0,10% |

| | | | | |
|-----------------------------|--|--|----------|-------|
| LES ESSARDS | Alain KINDER | Alain KINDER | 300,00 € | 0,10% |
| LES GONDS | Laurence DEBORDE | Laurence DEBORDE | 300,00 € | 0,10% |
| L'HOUMEAU | Jean-Luc ALGAY | Jean-Luc ALGAY | 300,00 € | 0,10% |
| LOULAY | Frédéric PINSONNEAU | Frédéric PINSONNEAU | 300,00 € | 0,10% |
| MARANS | Jean-Marie BODIN | Annabelle LAFORGE | 300,00 € | 0,10% |
| MARSILLY | Hervé PINEAU | Hervé PINEAU | 300,00 € | 0,10% |
| MEDIS | Eric RENOUX | Annick CANOVA | 300,00 € | 0,10% |
| MONTGUYON | Julien MOUCHEBOEUF | Julien MOUCHEBOEUF | 300,00 € | 0,10% |
| MONTLIEU-LA-GARDE | Georges LEBRETON | Nicolas MORASSUTTI | 300,00 € | 0,10% |
| NIEUL-LES-SAINTES | Tit : Brigitte BOURSQUOT / Sup : Patrick CHALMETTE | Tit : Brigitte BOURSQUOT / Sup : Patrick CHALMETTE | 300,00 € | 0,10% |
| ORIGNOLLES | François BRODZIACK | Jean-Michel RAPITEAU | 300,00 € | 0,10% |
| PISANY | Pierre TUAL | Martine NATUREL | 300,00 € | 0,10% |
| POMMIERS MOULONS | Julien JOUISON | Julien GEAY | 300,00 € | 0,10% |
| PONS | Jean-Michel VELEZ | Fabienne DUGAS-RAVENEAU | 300,00 € | 0,10% |
| PONT-L'ABBE-D'ARNOULT | Alexandre SCHNEIDER | Jean-François DOUET | 300,00 € | 0,10% |
| PORT-D'ENVAUX | Mathieu BOURRIER | Mathieu BOURRIER | 300,00 € | 0,10% |
| PORT-DES-BARQUES | Lydie DEMENÉ | Lydie DEMENÉ | 300,00 € | 0,10% |
| PUILBOREAU | Alain DRAPEAU | Alain DRAPEAU | 300,00 € | 0,10% |
| RETAUD | Eric BERNARD | Eric BERNARD | 300,00 € | 0,10% |
| RIVEDOUX PLAGE | Marc CHAIGNE | Marc CHAIGNE | 300,00 € | 0,10% |
| ROCHEFORT | Caroline CAMPODARVE-PUENTE | Caroline CAMPODARVE-PUENTE | 300,00 € | 0,10% |
| SAINTES | Joël TERRIEN | Joël TERRIEN | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-AIGULIN | Brigitte QUANTIN | Brigitte QUANTIN | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-ANDRE-DE-LIDON | Alain PUYON | Alain PUYON | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-CHRISTOPHE | Philippe CHABRIER | Vincent LAVALADE | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-DENIS-D'OLERON | Joseph HUOT | Joseph HUOT | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX | Frédéric ROUAN | Frédéric ROUAN | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-JEAN-D'ANGELY | Cyril CHAPPET | Cyril CHAPPET | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-LAURENT-DE-LA PREE | Annick POYART | Annick POYART | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-LEGER | David DEFOULOUNOUX | Bénédicte MAREE CHAURAUD | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-MARD | Pascal APIOU-GOUSSAU | Pascal APIOU-GOUSSAU | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-MEDARD-D'AUNIS | Corinne GUERY | Corinne GUERY | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-NAZAIRE-SUR-CHARENTE | Sylvain GAURIER | Sylvain GAURIER | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-PALAIS | X | X | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-ROGATIE | Michel ROUCHER | Michel ROUCHER | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-SATURNIN-DU BOIS | Didier BARREAU | Didier BARREAU | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-SAVINIEN-SUR-CHARENTE | Jean-Claude GODINEAU | Jean-Claude GODINEAU | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-TROJAN-LES-BAINS | Bruno GAILLOT | Fabrice LANNELUC | 300,00 € | 0,10% |
| SAINT-XANDRE | Evelyne FERRAND | Yves DUBLAK | 300,00 € | 0,10% |
| SAINTE-SOULLE | Bertrand AYRAL | Bertrand AYRAL | 300,00 € | 0,10% |
| SALLES-SUR-MER | Chantal SUBRA | Dominique MOREL | 300,00 € | 0,10% |
| SOUBRAN | François RIPPE | Bernard PERODEAU | 300,00 € | 0,10% |

| | | | | |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|---------------|
| SOULIGNONNES | Patrick MACHEFERT | Patrick MACHEFERT | 300,00 € | 0,10% |
| SURGERES | Jean-Yves ROUSSEAU | Jean-Yves ROUSSEAU | 300,00 € | 0,10% |
| TAUGON | Gérard BOUHIER | Gérard BOUHIER | 300,00 € | 0,10% |
| THAIRE | Sébastien BOURAIN | Sébastien BOURAIN | 300,00 € | 0,10% |
| THENAC | Karine PROSPER | Karine PROSPER | 300,00 € | 0,10% |
| TONNAY BOUTONNE | Julien GOURRAUD | Julien GOURRAUD | 300,00 € | 0,10% |
| TRIZAY | Stanislas CAILLAUD | Stanislas CAILLAUD | 300,00 € | 0,10% |
| VAUX-SUR-MER | Patrice LIBELLI | Colette PALISSIER | 300,00 € | 0,10% |
| VERINES | Line MÉODE | Sonny DOMINÉ | 300,00 € | 0,10% |
| VILLARS-LES-BOIS | Fabrice BARUSSEAU | Fabrice BARUSSEAU | 300,00 € | 0,10% |
| VILLEDoux | Nicolas PERAUD | Nicolas PERAUD | 300,00 € | 0,10% |
| VILLENEUVE LA COMTESSE | Bastien CHAPACOU | Bastien CHAPACOU | 300,00 € | 0,10% |
| VIRSON | Thierry PILLAUD | Richard MOREAU | 300,00 € | 0,10% |
| YVES | Véronique EVRARD | Véronique EVRARD | 300,00 € | 0,10% |
| Montant total capital social Assemblée spéciale | | | 56 500,00 € | 18,83% |



| | Montant capital | Part capital | Nombre |
|--------------------|-----------------|--------------|--------|
| Assemblée Spéciale | 56 500,00 € | 100% | 92 |
| CdC | 30 000,00 € | 53,10% | 6 |
| Communes | 25 500,00 € | 45,13% | 85 |
| SIVU | 1 000,00 € | 1,77% | 1 |

II. PRINCIPALES ACTIVITES, OPERATIONS DE L'ANNEE ECOULEE ET SITUATION FINANCIERE DE L'EPL

II.1 - Principales activités et opérations de l'année

Au 31 décembre 2024, le portefeuille de Charente Maritime Développement compte 50 contrats dont **34** ont été productifs durant l'année.

Les Communes actionnaires et les Etablissements publics de coopération intercommunale sont les principaux bénéficiaires de l'ingénierie de la société publique locale, tant en mission d'études qu'en portage opérationnel. La part de chiffre d'affaires réalisée illustre de manière très significative cette dynamique. Le bloc communal représente ainsi 44,78% du chiffre d'affaires et le bloc intercommunal représente quant à lui 42,96%.

Le Conseil départemental, actionnaire majoritaire a généré pour la première année pleine de l'entreprise un chiffre d'affaires de 12,26%

Les communes actionnaires et les Etablissements publics de coopération intercommunale ont été les clients majoritaires de l'entreprise confirmant ainsi la mission de développeur et d'accélérateur de projets publics dévolue à l'ingénierie territoriale. Ce constat trouve à se confirmer dans les nouvelles prises de commande de l'entreprise qui positionnent les collaborateurs de la société comme tiers de confiance experts en ingénierie technique, financière et juridique.

II.2 - Situation financière de la société

■ Chiffres clés

| | |
|-------------------------|---------------------|
| Chiffre d'affaires | <u>965 560.00 €</u> |
| Produits d'exploitation | <u>965 561.00 €</u> |
| Charges d'exploitation | <u>780 826.00 €</u> |
| Charges salariales | <u>585 000.00 €</u> |
| Bénéfice | <u>148 644.00 €</u> |
| Capitaux propres | <u>494 852.00 €</u> |
| Situation de trésorerie | <u>537 957.00 €</u> |
| Niveau d'endettement | <u>0 €</u> |

| SPL CHARENTE MARITIME DEVELOPPEMENT | | |
|--|------------------|------------------|
| Montants en K€ | 2023 | 2024 |
| Durée exercice comptable | (7 mois) | (12 mois) |
| Postes analytiques | Clôture Exercice | Clôture Exercice |
| Opérations propres | 0 | 0 |
| Concessions d'aménagement | 0 | 0 |
| Mandats | 87 | 461 |
| Etudes et prestations de service | 63 | 504 |
| Gestion locative | 0 | 0 |
| Autres produits | 0 | 0 |
| Total Produits d'exploitation | 150 | 965 |
| Achats | 0 | 13 |
| services extérieurs | 4 | 18 |
| Refacturation GE CMD | 54 | 500 |
| Refacturation SEMDAS | 22 | 131 |
| Intéressement | 0 | 85 |
| Honoraires | 15 | 33 |
| CFE | 0 | 1 |
| Total Charges d'exploitation décaissables | 95 | 780 |
| EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION retraité | 55 | 184 |
| Reprise sur dotations aux amortissements | 0 | 0 |
| Reprise sur provisions, transfert de Charges | 0 | 0 |
| Dotation aux amortissements | 0 | 0 |
| Dotation aux provisions | 0 | 0 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 55 | 184 |
| Produits financiers | 8 | 30 |
| Frais financiers | 1 | 17 |
| RESULTAT FINANCIER | 7 | 13 |
| RCAI | 61 | 198 |
| Produits exceptionnels | 0 | 0 |
| Charges exceptionnelles | 0 | 0 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 0 | 0 |
| Résultat Net Comptable avant Impôt | 61 | 198 |
| Impôts sur les Sociétés | 15 | 50 |
| Intéressement | 0 | 85 |
| RESULTAT NET | 46 | 148 |
| RCAI / CA | 40,93% | 20,48% |
| CAF | 46 | 148 |

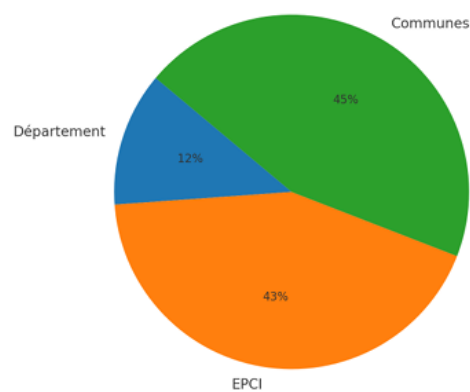
II.3 - Présentation du chiffre d'affaires

a - Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité

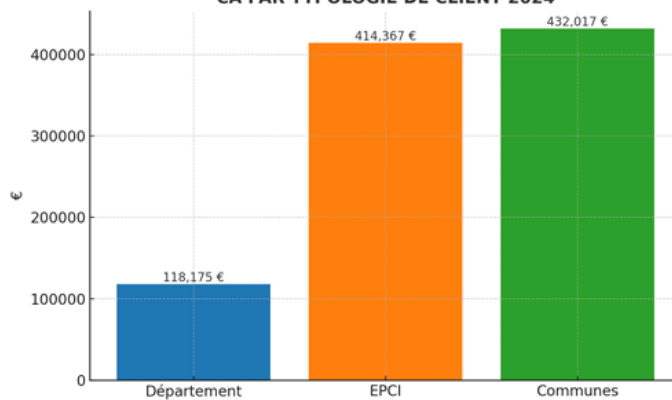
| | Concessions d'aménagement | Etudes | Mandats AMO | + | Opérations propres | Gestion locative |
|-------------------------------|------------------------------|-------------|----------------|---|-----------------------|---------------------|
| Chiffre d'affaires | 0 | 245 944.00€ | 719 616.00€ | | 0 | 0 |
| Résultat net | 148 644.00 € | | | | | |

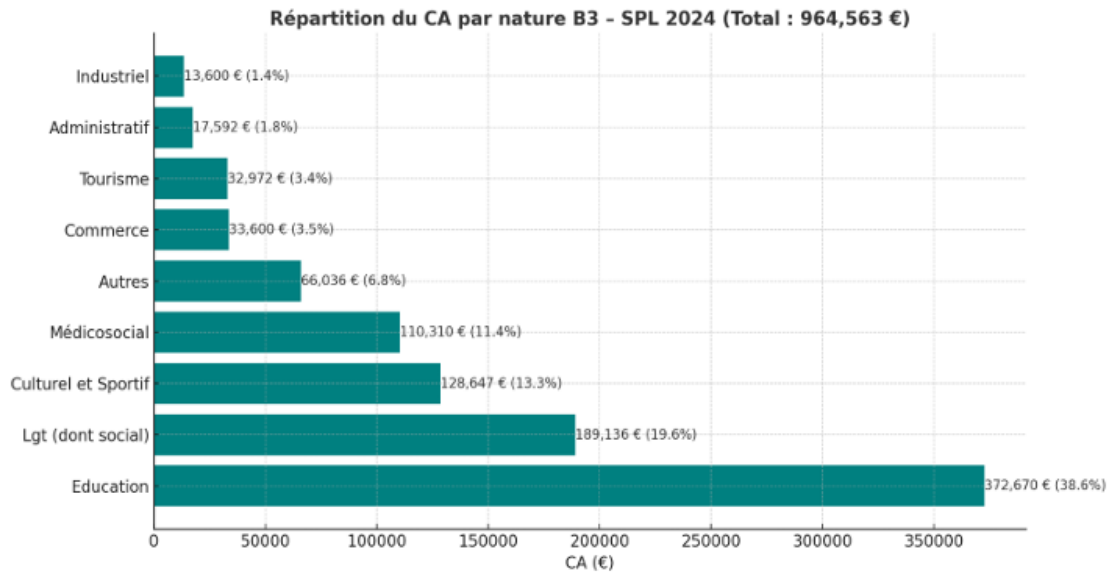
b - Répartition du chiffre d'affaires par catégorie de clients.

RÉPARTITION CA/CATÉGORIE CLIENT 2024



CA PAR TYPOLOGIE DE CLIENT 2024





Les 5 principaux clients actionnaires représentent 62% du chiffre d'affaires total pour cette première année d'exploitation véritable (pour rappel l'entreprise créée en février 2023 n'a été véritablement opérationnelle qu'au dernier trimestre de ce même exercice).

Le portefeuille d'activités s'appuie sur une base de clientèle équilibrée et fidélisée. Cet aspect s'illustre particulièrement sur l'articulation « études-mandats ». Les études confiées aboutissent majoritairement, après arbitrages techniques et financiers, à des opérations confiées à l'entreprise.

Au-delà de ce chiffre l'entreprise peut s'appuyer sur une quinzaine de clients "actifs", dont plusieurs intercommunalités (Agglomération de La Rochelle, Agglomération de Rochefort et les Communautés de communes actionnaires), et sur un tissu de communes partenaires, parfois sur des projets plus ponctuels. Cela démontre la capacité de l'entreprise à répondre à des besoins variés et à mobiliser ses expertises sur différents échelons de collectivités.

Perspectives de développement

La Société Publique Locale Charente Maritime Développement a connu sur l'exercice 2024 un fort développement d'activité au regard des besoins exprimés par ses actionnaires publics. Sur un plan programmatique cette accélération de l'activité s'explique d'une part par l'attente forte des collectivités actionnaires avec la volonté de matérialiser des projets structurants avant la fin des mandats électifs et, d'autre part, par l'appropriation de ce nouvel outil d'ingénierie « in house » par les élus et services des collectivités.

Ces besoins, pluriels par nature et par enjeu, mobilisent une triple ingénierie présente dans la société :

- Une ingénierie technique au service des projets d'études, d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou des mandats confiés dans les domaines de l'aménagement du territoire et des constructions publiques afférentes,
- Une ingénierie financière par l'étude et l'analyse des conditions économiques de réalisation : évaluation et chiffrage des projets, recherche d'optimisation économique, recherche de co-financements, évaluation des conditions d'emprunt ...
- Une ingénierie juridique par la sécurisation des opérations, en interne par la juriste de l'entreprise ou en externe via le réseau conseil de SCET ou nos marchés de conseils juridiques attribués à des cabinets d'avocats.

Si l'exercice 2023, exercice de création de l'entreprise, se singularise par un faible chiffre d'affaires réalisé (150 000 euros), l'exercice 2024 représente une forte accélération avec un résultat s'élevant à 965 560 euros, dépassant de facto une prospective ambitieuse (876 000 euros). Cette croissance se matérialise concrètement dans les résultats consolidés de la grappe d'entreprises locales (SEM et SPL) en contribuant pour l'exercice 2024 à 30% de la performance cumulée des entreprises versus 5% en 2023 année de sa création.

Cette forte croissance de l'activité ne doit pas être analysée comme un phénomène isolé mais comme la montée en puissance d'un nouvel outil au service des territoires. La prospective 2025 confirme cette orientation avec un chiffre d'affaires attendu pour un montant de 905 000 euros et 910 000 euros en 2026.

Les fonds propres se consolident avec une affectation totale du résultat net à un montant de 494 852 euros.

Une double analyse nous conduit, en matière de développement, à souligner le poids des projets portés par des collectivités ne disposant pas de l'ingénierie nécessaire pour les conduire à bien (notamment dans le secteur scolaire), essentiellement dans le bloc communal, et le soutien aux établissements publics de coopération intercommunaux sur des projets à complexité « renforcée » (sous contraintes techniques ou urbaines fortes) ou nécessitant une innovation juridique et une maîtrise accrue des contraintes budgétaires.

Il est également important de souligner que Charente-Maritime Développement propose, a maxima, dans son accompagnement aux collectivités porteuses de projets avec ambitions environnementales l'obtention du label Bâtiment Durable de Nouvelle Aquitaine (BDNA), gage de certification environnementale.

Fort du développement de son activité et afin de se doter d'un document « cadre » prospectif pluriannuel, les sociétés Charente Maritime Développement et la SEMDAS se doteront pour l'avenir, d'un Plan Moyen Terme (PMT) commun afin d'apporter aux collectivités actionnaires et à leurs représentants une visibilité renforcée sur les perspectives du groupe mais également sur les diversifications et opportunités de développements d'activités futures.

III. ETAT DES RELATIONS ENTRE LA COLLECTIVITE OU LE GROUPEMENT ACTIONNAIRE ET L'EPL

| Contrat | N°Op | Client | Objet | Montant OPE HT € | REM OPE € HT prev* |
|---------|-------|------------------------|--|------------------|--------------------|
| Mandat | 2574 | SIVU Ferrières | extension CIS | 1 485 441,00 € | 65 662,50 € |
| Mandat | 2577 | Villedoux | Construction salle polyculturelle | 2 780 000,00 € | 74 320,00 € |
| Mandat | 2575 | St Laurent de la Prée | extension ZA du Bois Brûlé | 425 000,00 € | 56 550,00 € |
| AMO | 7181 | CdA La Rochelle | démolition et reconstruction piscine | 10 833 333,00 € | 324 400,00 € |
| Mandat | 2576 | Département | Requalification site la favorite | 1 842 000,00 € | 100 000,00 € |
| AMO | 7186 | CdC Gemozac | Réhabilitation friche commerciale | 1 000 000,00 € | 15 750,00 € |
| AMO | 7189 | CdA Rochefort | Bâtiment modulaire de stockage La Vacherie Port de Rochefort | 16 575,00 € | 16 575,00 € |
| AMO | 7190 | Thénac | Rénovation toiture du château | 5 012,50 € | 5 012,50 € |
| Mandat | 2572 | Charron | Maison de santé | 1 174 255,00 € | 59 450,00 € |
| AMO | 7171 | Département | EIGSI | 48 450,00 € | 31 600,00 € |
| Mandat | 2569 | CdA La Rochelle | construction caserne gendarmerie | 4 166 666,67 € | 163 400,00 € |
| Mandat | 2570 | Rochefort | Démolition superstructure liaison barre et tour de verre | 140 000,00 € | 28 000,00 € |
| AMO | 7174 | CdA La Rochelle | Dépôt de bus Cottes Mailles | 9 500 000,00 € | 145 050,00 € |
| AMO | 7170 | CdA Rochefort | Programmation pôle formation | 75 532,50 € | 64 756,19 € |
| AMO | 7176 | CdA Rochefort | Conception pôle formation | 46 000 000,00 € | 153 250,00 € |
| Mandat | 2562 | Chermignac | Réhabilitation salle des fêtes | 990 000,00 € | 47 852,50 € |
| Mandat | 2564 | Saint-Christophe | Réhabilitation bâtiment en salle associative | 384 882,50 € | 30 625,00 € |
| Mandat | 2566 | Cdc Vals de Saintonge | Rénovation clos couvert resto du cœur | 627 500,00 € | 28 662,50 € |
| Mandat | 2567 | Cdc Vals de Saintonge | Rénovation clos couvert Gymnase | 428 833,00 € | 33 150,00 € |
| Etude | 7070 | L'Houmeau | programmation groupe scolaire | 49 425,00 € | 33 150,00 € |
| Etude | 7071 | CARO | schéma cyclable | | |
| Etude | 7069 | St Georges des Coteaux | Aménagement d'une zone d'habitat | 13 525,00 € | 8 000,00 € |
| AMO | 7167 | CdC Aunis Atlantique | aménagement plateau sportif | 33 100,00 € | 19 550,00 € |
| AMO | 7168 | CdA La Rochelle | piscine | 25 500,00 € | 25 500,00 € |
| AMO | 7067 | CdA La Rochelle | piscine | 30 750,00 € | 30 750,00 € |
| Mandat | 2557 | Département | Construction extension EIGSI | 12 500 000,00 € | 316 825,00 € |
| Mandat | 2556 | Département | Réhab 2 bâtiments pour réalisation logements sociaux | 228 370,00 € | 27 275,00 € |
| Mandat | 2558 | La Flotte en Ré | Construction CTM | 2 662 768,25 € | 115 850,00 € |
| Mandat | 2555 | Ville de Rochefort | Tour de verre hôpital St Charles | 260 000,00 € | 30 000,00 € |
| AMO | devis | CdC Aunis Atlantique | équipements sportifs | 42 100,00 € | 21 250,00 € |
| Etudes | 7053 | CdC Aunis Atlantique | faisabilité extension ZAE Beaux Vallons | 33 100,00 € | 33 100,00 € |
| Etudes | 7062 | Cdc Oléron | Etude logement pour acquisition foncier | 197 780,00 € | 197 780,00 € |
| Mandat | 2550 | Les Gonds | Implantation de commerces | 1 961 365,00 € | 92 874,60 € |
| Mandat | 2549 | Saint-Rogatien | Place des chênes verts construction locaux+aménagement | 1 231 300,00 € | 55 700,00 € |
| Mandat | 2540 | Ferrières d'Aunis | Construction d'une école maternelle | 2 070 024,00 € | 78 850,00 € |
| AMO | 7156 | Rochefort | travaux maison Pierre Loti | 69 725,00 € | 69 725,00 € |
| Mandat | 2544 | Châtelailon-Plage | base nautique | 2 848 534,00 € | 138 320,00 € |
| Mandat | 2546 | Le Bois plage en Ré | restructuration et construction pôle santé | 2 987 149,00 € | 138 615,00 € |

| | | | | | |
|--------|------|--------------------------|---|-------------------------|-----------------------|
| Mandat | 2541 | Lagord | construction de l'école maternelle | 8 522 000,00 € | 149 560,00 € |
| Mandat | 2543 | Conseil Départemental | Décret tertiaire des 4 Chevaliers | 200 000,00 € | 27 725,00 € |
| Mandat | 2542 | Saint-Laurent de la Prée | Extension école maternelle | 869 840,00 € | 35 350,00 € |
| Mandat | 2554 | Cdc Vals de Saintonge | camping de Thors | 2 100 000,00 € | 76 975,00 € |
| Etudes | 7165 | Cdc Vals de Saintonge | installation du CFA dans une partie d'un bâtiment communautaire | 5 800,00 € | 5 800,00 € |
| AMO | 7159 | Cdc Vals de Saintonge | construction légumerie | 1 440 000,00 € | 27 675,00 € |
| AMO | 7155 | CdC Aunis Atlantique | Choix du MOE pour construction du pôle raquette (tennis) | 14 750,00 € | 14 750,00 € |
| Etudes | 7055 | CdC Aunis Atlantique | accompagnement à la déclaration de projet pôle raquette | 2 800,00 € | 2 800,00 € |
| Mandat | 2548 | Marans | Aménagement de la place E. Cognacq | 648 500,00 € | 47 775,00 € |
| AMO | 7160 | St Georges des Coteaux | Extension et rénovation thermique de l'école élémentaire | 1 531 000,00 € | 84 975,00 € |
| Mandat | 2559 | Aytré | Extension et rénovation école La Courbe | 8 081 780,00 € | 243 775,00 € |
| | | | | 114 197 104,92 € | 2 936 070,79 € |

***montant prévisionnel de rémunération sur l'ensemble de l'opération**

IV. EVOLUTIONS STATUTAIRES ET DE L'ACTIONNARIAT INTERVENUES DANS L'ANNEE

IV.1 - Evolutions statutaires

a - Historique des 5 dernières années

Aucune

IV.2 - Evolutions de l'actionnariat

a - Composition de l'actionnariat

Aucune modification de l'actionnariat n'est à souligner pour ce dernier exercice 2024.

V. BILAN DE GOUVERNANCE

V.1 - Réunions du conseil d'administration

| Administrateurs | 30/04/2024 | 05/12/2024 |
|--|------------|------------|
| <u>Département de la Charente-Maritime</u> | 6 | 7 |
| <u>Communauté d'Agglomération</u> | 1 | 1 |
| <u>Communauté de Communes (AS)</u> | 1 | 2 |
| <u>Communes (AS)</u> | 2 | 0 |

| Département de la Charente-Maritime | | 30/04/2024 | 05/12/2024 | Présence /per | Taux participation/pers |
|--|----------------------|------------|------------|---------------|-------------------------|
| Présidente Directrice Générale | Sylvie Mercier | X | | 1 | 50% |
| | Caroline ALOE | | x | 1 | 50% |
| | Loïc GIRARD | x | x | 2 | 100% |
| | Gérard PONS | x | x | 2 | 100% |
| | Patrice RAFFARIN | | | 0 | 0% |
| Vice-Président du Conseil d'Administration | Alexandre SCHNEIDER | x | x | 2 | 100% |
| | Stéphane VILLAIN | | | 0 | 0% |
| | David BAUDON | | x | 1 | 50% |
| | Fabrice BARUSSEAU | | | 0 | 0% |
| | Brigitte DESVEAUX | x | x | 2 | 100% |
| | Jacky BOTTON | x | x | 2 | 100% |
| Communauté d'Agglomération | | | | 0 | |
| CdA Saintes | Bruno DRAPRON | x | | 1 | 50% |
| CdA La Rochelle | Jean-Pierre NIVET | | x | 1 | 50% |
| CdA Rochefort Océan | Hervé BLANCHE | | | 0 | 0% |
| Communauté de Communes (AS) | | | | | |
| CdC Aunis Atlantique | François VENDITTOZZI | x | x | 2 | 100% |
| CdC Ile d'Oléron | Michel PARENT | | x | 1 | 50% |
| Communes (AS) | | | | | |
| Commune Les Gonds | Laurence DEBORDES | x | | 1 | 50% |
| Commune St Jean d'Angely | Cyril CHAPPET | x | | 1 | 50% |

V.2 - Réunions de l'assemblée spéciale

| Nombre de réunions | Date de l'assemblée spéciale | Taux de présence des représentants de la collectivité ou du groupement |
|--------------------|------------------------------|---|
| 2 | 30/04/24 | Taux de présence représentants communes :15% Taux de présence représentants CDC : 50% Taux de présence total des représentants à l'assemblée spéciale : 18% |
| | 05/12/24 | Taux de présence représentants communes : 5% Taux de présence représentants CDC :50% Taux de présence total des représentants à l'assemblée spéciale : 9% |

V.3 - Réunions de l'assemblée générale

L'assemblée générale s'est tenue le 05 juin 2025.

V.4 - Informations sur la rémunération des représentants de la collectivité ou du groupement actionnaire, mandataires sociaux

- Rémunération des Administrateurs

Les représentants des Collectivités Territoriales exerçant les fonctions de membres du Conseil d'Administration ne peuvent percevoir une rémunération ou des avantages particuliers que s'ils y ont été autorisés par une délibération expresse de l'assemblée qui les a désignés, laquelle devra avoir déterminé la nature des fonctions exercées et prévu le montant maximum.

Aucune rémunération n'est prévue à date pour les administrateurs de Charente-Maritime Développement.

- Rémunération du Président

La rémunération du Président est déterminée par le Conseil d'Administration.

Dans la mesure où le Président est le représentant d'une Collectivité Territoriale, il ne pourra percevoir une rémunération ou des avantages particuliers qu'après y avoir été autorisé par une délibération expresse de l'assemblée qui l'aura désigné, et qui en aura prévu le montant maximum.

Il en va de même lorsque le Président assure également les fonctions de Directeur Général.

Aucune rémunération n'est prévue à date pour la Présidente de Charente-Maritime Développement.

- Rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués

La rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués est déterminée par le Conseil d'Administration.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, ne peut être versée aux Administrateurs autres que ceux investis de la présidence, de la direction générale ou de la direction générale déléguée et ceux liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par le Code de Commerce.

V.5 - Principaux risques et contrôles dont fait l'objet la société

a - Principaux risques et incertitudes

Néant en matière de risques. A noter les incertitudes liées au ralentissement économique général et à la période pré-électorale liée au renouvellement des exécutifs locaux en 2025 peu bénéfique au portage de projets nouveaux.

b - Contrôle interne

| Contrôle | Date | Remarques formulées |
|---------------------|---------------|---|
| Code de déontologie | Novembre 2023 | 1er process des 8 piliers de la lutte contre la corruption préconisée par l'AFA |
| Règlement intérieur | En cours | Sera validé lors de l'exercice 2025 |

c - Contrôles externes

Le tableau récapitule les contrôles exercés au cours de l'exercice écoulé :

| Contrôle | Date | Remarques formulées |
|--|-------|---------------------|
| Chambre régionale des comptes | Néant | |
| Services fiscaux | Néant | |
| Inspection générale des finances | Néant | |
| Mission interministérielle d'inspection du logement social | Néant | |
| URSSAF | Néant | |
| Autres : ... | Néant | |

V.6 - Contrôle analogue

Afin de garantir le caractère in house de la relation entre la SPL CHARENTE-MARITIME DEVELOPPEMENT et ses actionnaires, un certain nombre de dispositions sont d'ores et déjà mis en œuvre.

Le capital et la gouvernance doit être 100% publics : la constitution de la SPL et sa gouvernance respectent strictement ce critère.

La SPL doit être dépourvue d'autonomie : la détention du capital à 100 % par des personnes publiques est indispensable pour caractériser le contrôle analogue, mais elle n'est pas suffisante.

C'est pourquoi, les modalités d'exercice du contrôle analogue sont définies à l'article 25 des statuts de la SPL. Le contrôle analogue exercé sur la société consiste en la possibilité d'influence déterminante tant sur les objectifs stratégiques que sur les décisions importantes de la société par les Collectivités actionnaires.

Le contrôle exercé par les Collectivités s'effectue par l'intermédiaire de ses représentants, désignés par l'assemblée délibérante des Collectivités au conseil d'administration et à l'assemblée des actionnaires dans la société.

Ainsi le contrôle analogue des actionnaires de la SPL CHARENTE-MARITIME DEVELOPPEMENT s'exerce à l'occasion :

- 1) de la présentation du rapport des actionnaires en assemblée délibérante des collectivités actionnaires—objet du présent rapport,
- 2) de la réunion du conseil d'administration de la SPL - article 16.1.1 des statuts : Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société, les objectifs stratégiques, les décisions importantes et veille à leur mise en œuvre – réuni 3 fois sur l'exercice,
- 3) de la présentation régulière aux administrateurs d'une « revue des projets en cours » précisant l'avancement technique, contractuel et financier des projets—présenté lors des conseils d'administration—réuni 2 fois durant l'exercice.
- 4) de la tenue d'un suivi entre le Directeur Général Délégué et la présidence de la société—tenue 2 fois sur l'exercice

De plus, les Collectivités actionnaires exercent un suivi permanent sur les opérations qu'elles ont respectivement confiées à la société.

Chaque convention signée entre la SPL et la Collectivités actionnaire comporte une clause concernant le contrôle analogue, à travers laquelle la SPL s'engage notamment à communiquer à la Collectivité l'ensemble des documents requis par la réglementation en vigueur et, sur demande de cette dernière, tout document nécessaire au contrôle des modalités techniques, administratives, financières et comptables de réalisation de l'opération/mission confiée.

La Collectivité et ses services compétents peuvent obtenir, sur simple demande écrite, communication de toutes pièces contractuelles et documents sollicités en rapport avec l'exécution de la convention.



Les services de la Collectivité sont autorisés à suivre la réalisation des études, travaux ou toutes autres missions confiées et à se rendre à tout moment sur le lieu d'exercice des prestations.

Concernant les mandats, la SPL produit chaque année à la Collectivité, un rapport comprenant un compte rendu financier (CRACL) et technique (compte-rendu de l'avancée de l'opération) des missions exercées en application de la convention.

En matière d'AMO, la Collectivité peut faire procéder à toutes vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer du bon respect des clauses de la convention et de la sauvegarde de ses intérêts.

La Collectivité peut organiser toute réunion ayant pour objet l'examen de difficultés ou dysfonctionnements relatifs à l'exécution de la prestation. La SPL devra être présente à ces réunions.

**DÉLIBÉRATION 2025-053 PORTANT AUTORISATION D'ACQUISITION DES
PARCELLES CADASTRÉES SECTION A NUMÉRO 36 ET SECTION A NUMÉRO 1044**

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que les propriétaires des parcelles cadastrées section A numéros 36 et 1044, non constructibles, souhaitent céder celles-ci pour l'euro symbolique à la commune. Ces parcelles, situées en zone naturelle, présentent un fort intérêt pour la préservation de la biodiversité. Aussi, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'acquérir ces deux parcelles.

Le Conseil municipal de la commune de Saint-Christophe, après délibération et vote au scrutin ordinaire à main levée, à l'unanimité des suffrages exprimés,

Vu les articles L.2122-21 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L.1111-1 du Code Général de Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le Code Civil ;

Considérant que l'avis du Pôle d'Évaluation des Domaines de la Direction Générale des Finances Publiques, compte tenu de la strate démographique de la commune, n'est pas obligatoire ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

D É C I D E

ARTICLE PREMIER

La commune autorise, à l'euro symbolique, l'acquisition auprès des propriétaires ou de leurs représentants, des parcelles cadastrées suivantes :

| Section | Numéro | Adresse | Surface |
|---------|--------|-----------------------------------|----------------|
| A | 36 | Bois Rousseau (Charente-Maritime) | 2 a 70 ca |
| A | 1044 | Le Chamou (Charente-Maritime) | 4 ha 5 a 35 ca |

ARTICLE 2

L'acte relatif aux acquisitions précitées sera passé en la forme notariée. Les éventuels frais d'actes, honoraires de notaires et de géomètres seront pris en charge par la commune.

ARTICLE 3

Le Maire est autorisé à signer, au nom de la commune, l'acte notarié à intervenir et tous les autres documents relatifs à la présente délibération.

ARTICLE 4

Les crédits nécessaires à l'acquisition sont inscrits au budget général de la commune de l'exercice de l'année 2025.

DÉLIBÉRATION 2025-054 PORTANT MODIFICATION DES TARIFS MUNICIPAUX

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que la salle polyvalente n'est pas toujours restituée en bon état de propreté, que ce soit au niveau de la salle ou des équipements.

Ces défauts de nettoyage nécessitent l'intervention de personnel extérieur ce qui engendre un coût pour la commune.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal d'ajouter un tarif permettant de facturer à l'occupant le coût de l'intervention d'un agent d'entretien lorsque le ménage des locaux ou le nettoyage des équipements est insuffisant ou négligé.

Le Conseil municipal de la commune de Saint-Christophe, après délibération et vote au scrutin ordinaire à main levée, à l'unanimité des suffrages exprimés,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de Propriété des Personnes Publiques ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 23 septembre 2021 relative à la révision des redevances de location des salles ;

Vu l'avis de la commission municipale en charge des bâtiments, de l'urbanisme et de l'accessibilité des établissements recevant du public en date du 25 octobre 2023 ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

D É C I D E

ARTICLE UNIQUE

À compter du 1^{er} janvier 2025, les tarifs de location de la salle polyvalente sont modifiés de la manière suivante :

| SALLE POLYVALENTE | | | |
|--------------------------|--------------|----------------|--------------|
| | Tarif | Acompte | Solde |

| Particulier et entreprise de la commune | | | |
|--|----------|----------|----------|
| 1 journée | 270,00 € | 80,00 € | 190,00 € |
| 2 journées | 410,00 € | 120,00 € | 290,00 € |

| Particulier et entreprise hors commune | | | |
|---|----------|----------|----------|
| 1 journée | 470,00 € | 140,00 € | 330,00 € |
| 2 journées | 630,00 € | 190,00 € | 440,00 € |

| Association de la commune | | | |
|---|----------|---------|---------|
| 1 journée (après 2 journées gratuites par an) | 100,00 € | 30,00 € | 70,00 € |

| Association hors commune | | | |
|---------------------------------------|----------|----------|----------|
| 1 journée (pour réunion ou assemblée) | 100,00 € | 30,00 € | 70,00 € |
| 1 journée (pour manifestation) | 470,00 € | 140,00 € | 330,00 € |

| Cautions | | | |
|--|----------------|--|--|
| Dégradation des locaux et équipements | 500,00 € | | |
| Défaut de nettoyage des locaux et des équipements | 300,00 € | | |
| Défaut de nettoyage des locaux ou équipements nécessitant l'intervention d'un agent d'entretien : tarif non proratisé (toute heure commencée est due). | 30,00 € /heure | | |

INFORMATIONS DIVERSES

Les dates à retenir :

- *Le 17/11/2025 : début des travaux pour la rénovation de la toiture de l'église (une diffusion de l'information est prévue auprès des parents, de l'école et des riverains)*
- *Le 2/12/2025 : restitution de l'étude pour l'aménagement de la place des écoles*
- *Le 13/12/2025 : animation de Noël au pôle commerces*
- *Le 9/01/2026 : vœux du Maire*
- *À partir du 12/01/2026 : début des travaux Chemin des Fous*

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal que le camion de la commune est en panne et qu'à ce jour aucun diagnostic n'est posé.

Il rappelle également le dysfonctionnement du panneau d'information positionné au niveau du parking des commerces. Ce panneau fait l'objet d'un contrat d'abonnement de 480 euros pour 3 ans. Il propose de trouver une alternative au mode d'information, comme une application à télécharger sur les téléphones mobiles qui pourrait être une solution plus adaptée.

Il fait part d'une demande d'occupation hebdomadaire d'un commerce ambulant pour une activité de traiteur sur le parking des commerces et recueille les avis du conseil. Les membres présents expriment leur souhait de ne pas générer de concurrence avec les commerces en place. Il lui sera proposé de s'installer sur le parking de la salle polyvalente.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à vingt et une heures et quarante- cinq minutes et arrêtée à quatre délibérations du numéro 2025-051 au numéro 2025-054.

Délibérations examinées

| | | |
|-----------------|---|------------------|
| 2025-051 | Adhésion au contrat groupe assurance santé MNT | Approuvée |
| 2025-052 | Approbation du rapport annuel de la SPL | Approuvée |
| 2025-053 | Autorisation d'acquisition des parcelles A 36 et A 1044 | Approuvée |
| 2025-054 | Modification des tarifs municipaux | Approuvée |

Le Maire,
Philippe CHABRIER.

La Secrétaire de séance,
Nadine ZELMAR.